Document généré le 26 avr. 2024 04:00

Études d'histoire religieuse

Quelques réflexions sur les 75 ans de la SCHEC, une société en voie de sécularisation

Guy Laperrière

Volume 75, 2009

URI : https://id.erudit.org/iderudit/038186ar
DOI : https://doi.org/10.7202/038186ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)
1920-6267 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Laperrière, G. (2009). Quelques réflexions sur les 75 ans de la SCHEC, une société en voie de sécularisation. *Études d'histoire religieuse*, *75*, 5–23. https://doi.org/10.7202/038186ar

Résumé de l'article

Écrit à l'occasion du 75e anniversaire de la SCHEC (1933-2008), cet article brosse d'abord un tableau de l'évolution de la section française de la Société depuis sa fondation, montrant en particulier la place qu'y ont tenue les universitaires. Une deuxième partie propose quelques réflexions sur l'évolution de cette société d'histoire religieuse depuis les années 1960 et se demande, à partir d'un certain nombre d'indicateurs, si elle ne suit pas une courbe assez semblable à celle de la sécularisation au Québec.

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2009

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

SCHEC, Études d'histoire religieuse, 75 (2009), 5-23

Quelques réflexions sur les 75 ans de la SCHEC, une société en voie de sécularisation

Guy Laperrière[1]

Résumé : Écrit à l'occasion du 75e anniversaire de la SCHEC (1933-2008), cet article brosse d'abord un tableau de l'évolution de la section française de la Société depuis sa fondation, montrant en particulier la place qu'y ont tenue les universitaires. Une deuxième partie propose quelques réflexions sur l'évolution de cette société d'histoire religieuse depuis les années 1960 et se demande, à partir d'un certain nombre d'indicateurs, si elle ne suit pas une courbe assez semblable à celle de la sécularisation au Québec.

Summary : This article was written on the occasion of the 75th anniversary of the *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique* (SCHEC), the French section of the Canadian Catholic Historical Association. The author first describes the evolution of this section of the association since 1933, focusing in particular on the importance of its academic membership. It then reflects on secularization and its influence on the *Société* since the 1960s, taking into account certain data on membership and publications. As Quebec society secularized, did the SCHEC follow a parallel path ?

La Société canadienne d'histoire de l'Église catholique (SCHEC) est née en 1933. Elle a donc eu 75 ans en 2008, et son *Rapport*, devenu *Sessions d'étude* en 1966, puis la revue *Études d'histoire religieuse* en 1990, est publié chaque année depuis 1934. Assurément, il s'agit d'une des plus anciennes

1. Membre de la SCHEC depuis 1971, Guy Laperrière a fait partie de son conseil d'administration de 1975 à 1983 ; il était président lors de son 50e anniversaire en 1983. Lorsque la revue a pris le nom d'*Études d'histoire religieuse*, il a été responsable de la nouvelle rubrique des comptes rendus de 1991 à 1997, puis de nouveau, avec Dominique Marquis cette fois, de 2002 à 2008.

NDLR : Lors de son 75e congrès tenu à l'Université Laval les 26 et 27 septembre 2008, la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique (SCHEC) a remercié Guy Laperrière pour les nombreux services rendus à la SCHEC. Son importante contribution à la vie de l'association et à l'histoire religieuse au Québec a alors été soulignée.

revues d'histoire publiée au Canada. Nous voulons ici retracer le parcours de la Société pendant ces 75 ans, puis réfléchir sur la situation actuelle et, éventuellement, sur les perspectives d'avenir.

Au moment de préparer cette communication, notre idée d'ensemble était relativement simple et toute faite. Elle se présentait comme suit. Née en 1933, la SCHEC avait épousé jusque vers les années 1960 les fastes de l'Église catholique au Québec et au Canada français. Par la suite, elle était devenue une société de plus en plus scientifique, grâce à la contribution des professeurs d'université. Et aujourd'hui, face à la sécularisation croissante, elle trouve de moins en moins sa place et devrait se poser de sérieuses questions sur son orientation future. L'examen des documents nous a amené à une vision passablement différente. Les documents, ce sont avant tout les 75 numéros de la revue, complétés depuis 1991 par le *Bulletin*, de même que par quelques listes de membres, dont la plus récente. Nous aurions aimé faire des analyses plus poussées : un historique de la Société à partir de ses archives, conservées au séminaire de Trois-Rivières, aurait tout son intérêt. Notre propos se présente en deux temps : nous proposons tout d'abord de parcourir les 75 ans de la Société, puis nous proposerons quelques réflexions dans le contexte de la sécularisation.

1. Parcourir les 75 ans de la Société

Le fondateur de la Canadian Catholic Historical Association (CCHA) est incontestablement James F. Kenney (1884-1946), un historien irlandais, élève de George M. Wrong à Toronto, qui travaillait alors aux Archives publiques du Canada, à Ottawa[2]. C'était un membre actif de l'American Catholic Historical Association (ACHA), fondée en 1919 après le lancement en 1915 de la revue *Catholic Historical Review* par Peter Guilday, auquel Kenney était très lié. En 1931, Kenney est vice-président de cette association, en 1932, il en est le président et c'est alors que celle-ci organise à Toronto son premier congrès à l'extérieur des États-Unis. À la fin du congrès, le 30 décembre 1932, Kenney réunit une cinquantaine de personnes dans un hôtel de Toronto et leur soumet le projet de fonder un pendant canadien à l'ACHA. Tout ceci participe de l'élan qu'on voit au Canada anglais dans les années 1920 pour donner à l'histoire ses lettres de créance. Qu'on pense à l'apparition de la *Canadian Historical Review* en 1920. La Canadian Historical Association, fondée en 1922, publie elle aussi un *Annual Report* : le même James F. Kenney est l'*editor* de la première édition, en 1923. Lors

2. Sur la carrière de Kenney et la fondation de la CCHA, voir Glenn T. WRIGHT, « James Francis Kenney, 1884-1946, Founder of the Canadian Catholic Historical Association », CCHA, *Study Sessions*, 50 (1983), p. 11-45.

de la rencontre du 30 décembre 1932, l'éloquent Peter Guilday lance un vibrant appel. Un comité est formé et le 5 mars 1933, une première réunion permet à la société de se mettre sur pied et de se voter une constitution. De telle sorte que le 3 juin 1933, date qui figure encore à la première page de chacun des volumes annuels, la Société est officiellement fondée et deux tâches apparaissent alors prioritaires : établir une section française et préparer la tenue d'un premier congrès.

Ce sont des archivistes qui sont à l'origine de la Société. L'archiviste Kenney consulte, du côté français, le sous-archiviste de la province de Québec, l'abbé Ivanhoë Caron, qui suggère qu'on s'inspire du fonctionnement de la Société Royale du Canada, avec sa section française indépendante. Il voit aussi à recruter des membres, de telle sorte qu'en mai 1934, la section française est sur pied : on adopte les modifications à la constitution en conséquence. Kenney consulte aussi des oblats professeurs d'histoire à l'université d'Ottawa, les pères Georges Simard et Edgar Thivierge. Et la première réunion annuelle conjointe de la Société a lieu à Ottawa, les 29 et 30 mai 1934, au Château Laurier, avec force messes, séances d'études, déjeuners-causeries, banquet et discours. Un premier rapport est publié en 1934, avec quatre travaux en anglais et trois en français. La Société était lancée. On voit ainsi l'apparition de cette petite revue d'histoire de l'Église catholique au Canada, qui s'inscrit à la suite d'autres revues du même type : la *Revue d'histoire ecclésiastique* à Louvain en 1900, la *Revue d'histoire de l'Église de France* en 1910, la *Catholic Historical Review* en 1915. Et on comprend aussi pourquoi la section française aura son point d'ancrage à Ottawa, des origines à 1997. Séraphin Marion, des Archives nationales à Ottawa (tout comme James Kenney), sera secrétaire de la Société de 1936 à 1954 (il a remplacé l'abbé Caron malade) ; le père Edgar Thivierge, o.m.i., sera trésorier de 1933 à 1958.

1.1 Les 25 premières années (1933-1958)

Les deux sections se réunissent toujours ensemble, en alternance entre le Québec et l'Ontario. Le *Rapport* mentionne toutes les activités de la Société : il n'en est que plus précieux. Dès la deuxième année, les travaux des deux sections sont publiés séparément (nous n'étudierons pour notre part que ceux de la section française[3]). Cette année-là, en 1935, les cinq travaux sont rédigés par des membres du clergé. Par la suite, dans les années 1930, on publie de un à trois travaux par année. Les laïcs y sont désormais présents : le père

3. Pour la section anglaise, on peut se référer à Richard A. LEBRUN, « Canadian Catholic History : The CCHA Journal over Seventy Years », CCHA, *Historical Studies*, 73 (2007), p. 27-43, qui analyse la production des débuts à 2004.

Carrière a calculé que pour les 40 premières années, jusqu'en 1973, ils ont produit 83 des 283 études publiées dans le volume annuel, soit 29 %[4].

Dans les années 1940, les congrès sont mieux organisés. Prenons celui de Sherbrooke, en 1940. Lionel Groulx est le président général de la Société ; le congrès porte sur un thème : « Les problèmes religieux au Canada, après la Conquête » ; le comité d'organisation compte… 15 personnes ! Le volume du *Rapport* est beaucoup plus important : 113 pages. Le congrès de Saint-Hyacinthe, en 1942, traite de « La renaissance religieuse du Canada français, de 1840 à 1855 », thème promis à un grand succès quand on pense aux débats Rousseau-Hardy cinquante ans plus tard. Les neuf communications sont publiées dans un volume de 146 pages. Le congrès et le volume qui suit grossissent toujours, au Québec : en 1944, à Nicolet, le volume atteint 212 pages ! Les congrès et les *Rapports* présentent beaucoup d'histoire locale, tel ce congrès de Québec sur « La paroisse » en 1948. En 1949, la Société tient son congrès pour la première fois à l'extérieur du Québec et de l'Ontario : à Winnipeg. Il ira ensuite dans d'autres provinces, par exemple à Antigonish (N.-É.) en 1953.

Dans les années 1950, la Société se réunit en général tous les deux ans au Québec. Elle se transporte d'un diocèse à l'autre, avec beaucoup de sujets locaux. Ainsi de Joliette en 1950 et Trois-Rivières en 1952. En 1954, toutefois, on tient un congrès spécial, un congrès marial, pourrait-on dire, au Cap-de-la-Madeleine, pour célébrer à la fois le centenaire de la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception et le cinquantenaire de la prise en charge du sanctuaire de Notre-Dame-du-Cap par les Oblats. En 1956, à Chicoutimi, on voit un nouvel historien faire son apparition, Fernand Ouellet ; en 1957, à Montréal, au Collège Loyola, Fernand Dumont vient présenter sa recherche sur un diocèse (Saint-Jérôme). En 1958, le congrès se tient à Québec et on célèbre en grande pompe M^gr^ de Laval, dont le vicariat apostolique de la Nouvelle-France a été créé 300 ans auparavant. C'est aussi le 25^e^ anniversaire de la Société : le programme est alors très clérical (ce qui n'était pas forcément le cas dans les années 1930 et 1940).

À l'occasion de ce 25^e^ anniversaire, l'abbé Arthur Maheux tente de faire le point en 1959. Déjà en 1948, il avait dressé un bilan, pour le 15^e^ congrès, alors qu'il était président général. Il avait compilé la liste des travaux depuis le début : on voit que les auteurs qui reviennent le plus souvent sont le sulpicien Olivier Maurault, premier président de la section française, et l'historien Gustave Lanctot, devenu en 1937 archiviste du Dominion (au détriment de James Kenney), avec six travaux chacun, puis les abbés Arthur Maheux et Élie-J. Auclair, avec quatre chacun. En 1959, Maheux élargit

4. Gaston CARRIÈRE, « Les quarante ans de la Société d'Histoire de l'Église catholique (1933-1973) », SCHEC, *Sessions d'étude*, 40 (1973), p. 25-32, p. 30.

cette synthèse aux 25 premières années de la Société, de 1934 à 1958. Il le fait pour chacune des deux sections, française et anglaise. Pour la section française, il relève 73 travaux par des ecclésiastiques et 37 par des laïques (hommes), 2 par des laïques (femmes) et 3 par des religieuses. Il mentionne aussi les auteurs les plus productifs et les thèmes traités[5]. Cette année 1959 est un point tournant : nous voici déjà au terme de cette première période dans la vie de la Société.

1.2 La période universitaire (1959-1989)

Que se passe-t-il de significatif en 1959 ? C'est qu'on discute de l'opportunité de tenir les congrès de la Société – n'oublions pas que les deux sections siègent toujours ensemble – dans le cadre des Sociétés savantes. Le principe est adopté en 1959, et appliqué pour la première fois en 1960, ce qui nous permet d'appeler cette période la période « universitaire ». Mais qu'on ne se méprenne pas : c'est peut-être au début des années 1960 que la Société paraît la plus faible. En 1960, le congrès a lieu à Sudbury, en 1961, à Montréal, mais le *Rapport* ne montre rien de très universitaire. C'est faible : à peine 55 pages ; et la section anglaise est encore plus faible : 20 pages (deux communications seulement). Le congrès de Hamilton, en 1962, n'a rien de très universitaire non plus ; on y note cependant l'apparition du père Pierre Hurtubise. En 1963, à Québec, il n'y a plus aucun universitaire au conseil d'administration ; par contre, on tient une séance conjointe avec la Société historique du Canada, et c'est là que Marcel Trudel prononce sa substantielle conférence sur « La servitude de l'Église catholique du Canada français sous le régime anglais », une communication de 22 pages et de… 101 notes ! Mais pour la Société elle-même, il y a très peu de communications cette année-là.

Les deux années suivantes, 1964 et 1965, la section française ne suivra pas les sociétés savantes à Charlottetown ou Vancouver : ses séances se tiendront (séparément de la section anglaise pour la première fois) à Saint-Jérôme (Séminaire de Sainte-Thérèse) et Chicoutimi. Ce congrès de Chicoutimi publiera 12 communications : c'est là qu'on voit apparaître Pierre Savard. Les deux sections se retrouveront en 1966 à Sherbrooke : les communications de la section française sont encore très cléricales et institutionnelles. On parle alors de « repenser la formule de nos congrès ».

Les années 1966-1967 marquent un tournant : le *Rapport* devient *Sessions d'étude*, et on ne trouve plus les procès-verbaux de la Société dans le volume annuel. Repenser les congrès voulait dire leur donner un thème.

---

5. Arthur MAHEUX, « Où en sommes-nous en fait d'histoire de l'Église canadienne ? » SCHEC, *Rapport* 1959, p. 13-18. C'est en 1959 que fut publié le premier Index, couvrant les années 1933-1958.

À celui de Rimouski en 1967, le thème retenu est celui des évêques et de la Confédération. Quatre communications portent sur ce sujet, bien en vogue à l'époque, et quatre autres sur des questions locales, concernant Rimouski ou la Gaspésie. Cette année-là, la section anglaise siège à Ottawa : c'est bien la fin des congrès conjoints. C'est à partir de 1967 qu'on peut dire que le tournant universitaire et scientifique est nettement pris, pour une dizaine d'années. Au congrès de Hull, en 1968, organisé par le père Hurtubise, de l'université Saint-Paul, l'intérêt scientifique est manifeste, avec des noms comme ceux de Gilles Chaussé, Cornelius J. Jaenen, René Hardy. Celui de Québec, en 1969, porte sur les communautés religieuses, et s'ouvre avec une communication de Claude Galarneau. Les communications portant sur différentes communautés sont prononcées par des membres de ces congrégations : on prend bien soin de mentionner leurs titres académiques dans la table des matières ! On voit poindre aussi à ce moment-là, dans la Société, des inquiétudes sur le sombre contexte religieux de cette fin des années 1960, avec les nombreuses sorties de prêtres et de religieux[6].

De 1970 à 1977, le programme des congrès et les publications des *Sessions d'étude* sont nettement plus universitaires. Après deux congrès qui voulaient souligner des anniversaires (le Manitoba, 1970, le Séminaire des missions étrangères, 1971), les congrès se tiennent d'ailleurs dans des villes où sont établies désormais des universités : Trois-Rivières, Chicoutimi, Sherbrooke, Sudbury, Québec, Ottawa. La décennie suivante, de 1978 à 1989, donne lieu à une série de congrès où la dominante est plutôt locale : l'intérêt scientifique y diminue passablement, tandis que l'enracinement local, en général dans de plus petits évêchés, y est plus manifeste. On pourrait qualifier ainsi les congrès qui s'échelonnent de 1978 à 1989, en particulier ceux de Valleyfield, Gaspé, Saint-Hyacinthe, Edmundston, au Nouveau-Brunswick, Rouyn, Longueuil, Nicolet, Joliette et Chicoutimi[7].

Il faut signaler cependant de notables exceptions. D'abord, le congrès du cinquantenaire, en 1983 : c'est un super-congrès, réunissant pour la première fois depuis longtemps les deux sections française et anglaise, avec, dans la publication, 17 communications en français et 12 en anglais (auxquelles il faut ajouter pour la section anglaise les cinq communications du congrès de Vancouver, où se tenaient cette année-là les Sociétés savantes). C'est à

6. Invité au congrès, le ministre Jean-Marie Morin évoque « ce moment précis où tout semble déboussolé et désordonné » (p. 9) et la présidente Reine Malouin parle des nombreuses controverses et des critiques « plus ou moins fondées » qui se produisent au sujet des communautés religieuses ; elle souhaite que le congrès vienne « rééquilibrer nos pensées » (p. 12).

7. On trouvera en annexe une liste des congrès de la section française de 1984 à 2009.

ce congrès de 1983 que Pierre Savard produit sur les cinquante premières années de la Société une étude lumineuse et stimulante[8].

Autre exception du même genre : la rencontre de Montréal en 1986, soulignant le 150e anniversaire du diocèse. Ce congrès s'est élargi en une semaine d'histoire de l'Église, du 19 au 25 octobre, et le thème du congrès, « Le renouveau religieux à Montréal au XIXe siècle », permit à une série de conférenciers de pointe de prendre la parole, de Louis Rousseau à Brigitte Caulier, de Gilles Chaussé à Huguette Lapointe-Roy ou à Micheline Dumont, de Benoît Lacroix à Jean Delumeau, qui venait de publier alors son *Ce que je crois* et qui recevait au même moment un doctorat d'honneur de l'université de Sherbrooke : c'est lui qui prononça la grande conférence publique.

Comme dernière exception du même genre, mentionnons le congrès tenu en juin 1989 à l'université Laval, en même temps que les Sociétés savantes. On invita bien la section anglaise à participer à une des séances, mais la principale innovation était l'organisation d'un congrès conjoint avec la Société canadienne d'histoire de l'Église, mieux connue comme la Canadian Society of Church History : nous y reviendrons dans un moment. Autour du thème « Changements culturels et éducation de la foi », le congrès avait toutes les allures des congrès de la Société historique du Canada : communications alternant du français à l'anglais, avec président et commentateur pour chacune des sept communications. Parmi celles-ci, on reconnaissait les piliers de la Société à Québec : Raymond Brodeur, Nive Voisine, Brigitte Caulier. Ce congrès annonçait les changements à venir.

1.3 Une époque de renouveau (1990-2008)

C'est en effet en 1989 que Raymond Brodeur devient président de la Société et Brigitte Caulier vice-présidente. C'est sous leur règne qu'on voit la transformation la plus importante de la Société. L'invitation de la Canadian Society of Church History en manifeste l'esprit : cette Société canadienne d'histoire de l'Église – elle porte le même nom que la SCHEC, le mot catholique en moins – est « une association non-confessionnelle pour la promotion de la recherche en histoire du christianisme, en particulier du christianisme au Canada ». C'est ce qu'à toutes fins utiles est devenue la SCHEC, notamment depuis 1990. C'est alors que la revue prend un nouveau nom, *Études d'histoire religieuse*, et tente de devenir une revue scientifique, indépendante en quelque sorte des congrès de la Société. Les principales nouveautés sont l'appel à des articles de l'extérieur, avec comité de lecture, et l'introduction d'une rubrique de comptes rendus. La couverture de la revue

8. Pierre SAVARD, « Un demi-siècle d'historiographie religieuse du Canada français à travers les congrès de la S.C.H.E.C. », SCHEC, *Sessions d'étude*, 50 (1983), p. 47-58.

prend des couleurs et devient plus attrayante. En 1993, le Centre de recherche en histoire religieuse du Canada de l'université Saint-Paul prend en main la coordination de la bibliographie annuelle d'histoire religieuse canadienne publiée dans la revue conjointement par les deux sections. Jusque là, ce sont les basiliens du St. Michael's College, à Toronto, qui avaient assuré cette bibliographie depuis 1964.

La section anglaise avait pris les devants dans les changements : depuis 1984, sa revue s'intitulait *Canadian Catholic Historical Studies*, qui deviendra tout simplement, lors de la mue de 1990, *Historical Studies*. Le paradoxe ici, c'est que la Canadian Society of Church History, fondée en 1960, publie à partir de 1988 des *Historical Papers*[9]. On a donc d'un côté les CSCH *Historical Papers* et de l'autre les CCHA *Historical Studies*, tout portant à croire que les articles de la Canadian Catholic Historical Association sont beaucoup plus « confessionnels » que ceux de la Canadian Society of Church History[10].

De toute évidence, avec le congrès conjoint de 1989, la section française de la SCHEC a fait son lit du côté des études d'histoire religieuse. Sans changer son nom cependant, comme la Société d'histoire ecclésiastique de la France, devenue en 1986 la Société d'histoire religieuse de la France. En France, c'est la société qui a changé de nom, tandis qu'au Canada, c'est la revue qui a pris un nouveau nom.

Reste à voir maintenant les résultats de cette nouvelle politique : quel allait être le lien entre les congrès et les articles de la revue ? De manière générale, la plupart des articles de la revue sont issus du congrès de l'année précédente, avec l'ajout d'un ou deux articles soumis indépendamment. Souvent, le fait de donner à un congrès un thème mobilisateur a eu d'heureux effets sur la publication : on peut ainsi citer le congrès de Rimouski en 1994 sur la monographie diocésaine ou celui de 1996, au Gesù à Montréal, sur la participation du Canada français à Vatican II. À d'autres moments, aucun article de la revue ne provenait du congrès. Ce fut notamment le cas lors des

9. Ces *Papers* sont « a selection of papers delivered at the Society's annual meeting », cette société se réunissant avec les sociétés savantes. Nous n'avons trouvé cette revue dans aucune bibliothèque d'université francophone du Québec, pas plus qu'à l'université d'Ottawa ou à l'université Saint-Paul. Elle se trouve aux universités McGill et Concordia.

10. Pour ajouter à la confusion, disons que de 1967 à 1989, la Société historique du Canada a publié son volume annuel également sous le titre de *Historical Papers* (en français : *Communications historiques*). Il existe aussi un *Journal of the Canadian Church Historical Society*, publié à Toronto depuis 1950 par The Canadian Church Historical Society, fondée en 1946 par le Synode général de la Church of England in Canada. Ce périodique, qui paraît encore aujourd'hui deux fois par année, ne se limite pas seulement à l'anglicanisme.

congrès d'Ottawa en 1997, à l'occasion du 150e anniversaire du diocèse, ou de Nicolet en 1998, portant sur le patrimoine religieux du monde rural. Dans ce cas, l'ensemble des communications fut publié par l'organisateur Jean Roy, « sans intervention de l'éditeur », dans un cahier de 86 pages distribué après coup aux participants. Quatorze interventions, la plupart assez courtes, purent ainsi trouver le chemin de la diffusion. Il fallut par contre peiner un peu plus pour meubler la section « articles » de la revue ces années-là…

Périodiquement, la direction de la SCHEC frappe un grand coup. En l'an 2000, pour marquer le millénaire, à l'instar de plusieurs autres revues, notamment d'histoire religieuse[11], la directrice de la revue *Études d'histoire religieuse,* Brigitte Caulier, organisa un grand congrès à l'université Laval qui allait être le couronnement de son activité pour le renouveau de la Société et de sa revue. Qu'on en juge : les seuls articles du numéro de 2001 couvrent 300 pages bien comptées, sous le titre « Nouvelles tendances et perspectives en histoire socioreligieuse ». Et la Société avait eu la bonne idée de combiner cette imposante manifestation scientifique avec un hommage bien senti à Nive Voisine, un grand inspirateur de l'histoire religieuse au Canada français. Il y avait là un heureux alliage de synthèses par les meilleurs spécialistes avec les résultats de travaux de jeunes chercheurs. Des collaborateurs français, Bernard Delpal, Michel Lagrée, firent aussi des contributions remarquées. Au total, vingt-trois des trente-deux communications furent ainsi publiées. Ce fut là un sommet dans l'activité scientifique de la Société.

L'activité de la SCHEC depuis 1990 ne s'est cependant pas limitée aux congrès et à la publication de la revue. On a mis sur pied en 1991 un *Bulletin de liaison,* qui avait au début de larges ambitions, notamment celle de contribuer à « faire de la Société un lieu d'échange et d'appartenance ». Il fut produit par deux membres actifs de l'Ouest canadien, Guy Lacombe, d'Edmonton, malheureusement décédé en 1994, puis Gilles Lesage, de Saint-Boniface, qui lui donna beaucoup d'élan jusqu'en 1997. Longtemps, le centre névralgique de la Société s'est trouvé à Ottawa, où plusieurs secrétaires se sont succédé : M. Conrad Charlebois, de 1954 à 1975, et, pour sauter au dernier de la série, le père Romuald Boucher, responsable des archives Deschâtelets, qui fut secrétaire-trésorier de 1989 à 1997.

C'est à ce moment que le centre de gravité de la section française de la Société passa d'Ottawa à Trois-Rivières, avec Jean Roy, en poste de 1997

11. Signalons deux bilans particulièrement substantiels : J. PIROTTE et E. LOUCHEZ, dir., « Deux mille ans d'histoire de l'Église. Bilan et perspectives historiographiques », *Revue d'histoire ecclésiastique*, 95 (2000), 800 p. ; « Un siècle d'histoire du christianisme en France. Bilan historiographique et perspectives », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 86 (2000), p. 319-769.

à 2005[12]. Son activité fut multiforme : il prit en main le *Bulletin*, fut vice-président, puis président de la Société de 1999 à 2003, et enfin secrétaire ; il sut mobiliser autour de lui toute une série de personnes, notamment à Trois-Rivières, qui gardent la Société bien vivante. Sous sa gouverne, et à l'occasion du congrès de Saint-Hyacinthe en 2003, il souhaita que le congrès se transforme plutôt en journée d'études, le vendredi, avec visite de lieux patrimoniaux le samedi matin. La formule reste souple et on l'applique de manière fort variée.

Toujours avec l'intention de rendre plus vivante l'activité de la Société a été introduite en 1998, sous la présidence de Dominique Deslandres, la pratique d'un séminaire annuel, qui se tient habituellement en mai. Le *Bulletin* rend régulièrement compte de ces séminaires. En 2002, la Société fait son apparition sur la toile, avec un site Internet annonçant ses différentes activités ; ce site est hébergé par le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), dans son antenne de Trois-Rivières.

Voilà donc le tour d'horizon que nous avons pu dresser de l'activité de la SCHEC durant ses premiers 75 ans. Passons maintenant à quelques réflexions qui nous sont venues dans la conjoncture présente.

2. Quelques réflexions dans le contexte de la sécularisation

À première vue, le tableau qu'on vient de peindre donne une image fort dynamique de la Société. Des questions se posent pourtant, que nous serions tenté de relier au climat de sécularisation qui a caractérisé l'évolution de la société québécoise surtout depuis 1960.

On connaît la laïcisation des personnes et des institutions qui s'est produite dans les années 1960 : la baisse des vocations et les sorties de communauté, surtout entre 1964 et 1974, en sont des signes manifestes. Sur une plus longue période, la sécularisation progressive de l'enseignement religieux à l'école, qui connaît aujourd'hui son dénouement, est peut-être le signe le plus fondamental de cette transformation. Et depuis l'an 2000 surtout, la fusion ou la fermeture de nombreuses paroisses et la réaffectation ou la démolition de plusieurs églises résultent de la combinaison de trois facteurs : la diminution du nombre de prêtres, la baisse de fréquentation par les fidèles et l'augmentation des dépenses. Dans ce contexte, on comprend que tout l'édifice catholique – pour ne parler que de celui-là – a tendance

12. Lors du congrès, Claudette Lacelle a souligné avec à propos l'important rôle des oblats et de l'université Saint-Paul dans le soutien financier de la Société, notamment par ses services de secrétariat. On peut dire la même chose depuis 1997 de l'université du Québec à Trois-Rivières.

à se modifier profondément et il faudrait se mettre la tête dans le sable pour s'imaginer que cela n'a pas de conséquences sur le plan scientifique. Essayons de poser un certain nombre de questions et d'avancer un certain nombre de réflexions.

2.1 Le membership de la Société

Le membership de la Société a beaucoup varié d'une année à l'autre. Des listes régulières et comparables n'existent pas. On dispose de quelques données. En 1934, la section française comptait 109 membres ; dix ans plus tard, elle en dénombre près de 500, un sommet (le congrès de Nicolet de 1944 en avait amené à lui seul 188)[13]. La liste des membres est publiée dans le *Rapport* annuel jusqu'en 1969. Nous avons retrouvé dans nos papiers une feuille donnant le total des membres pour chaque année, de 1970 à 1983. On y passe d'un minimum de 180 en 1970 à un maximum de 352 en 1981, en hausse constante. Un gros effort de recrutement a dû être fait entre 1978 et 1980, puisque le membership augmente alors de 87 membres en deux ans, soit une augmentation de 35 %. De la même manière, dans le *Bulletin de liaison* de juin 1992, la présidente Brigitte Caulier annonce que quelque 85 nouvelles personnes et institutions ont adhéré à la Société et elle entend poursuivre le recrutement dans le monde universitaire. Nous avons compilé la dernière liste de membres publiée dans le *Rapport* annuel, celle de 1969, et nous y avons compté un total de 291 membres. Pourtant, la feuille que nous citions à l'instant, et qui commence en 1970, l'année suivante, ne totalise plus pour cette année-là que 180 membres, soit 111 de moins. Comme quoi il faut prendre ces chiffres avec des pincettes…

Tableau 1 – Membres de la SCHEC (section française)

Année	Total	Clergé*	CF**	CM**	Laïcs Femmes	Laïcs Hommes	Biblio.***
1969****	291	69	39	55	17	59	51
1979	270	45	31	51	12	45	54
1995	331	39	80	69	28	56	38
2008	215	23	45	35	26	42	24

* Clergé : évêques, évêchés, prêtres séculiers
** Ordres et congrégations : individuels, institutionnels (CF : Communautés féminines, CM : Communautés masculines)
*** Bibliothèques : universités, collèges, municipalités
**** La liste des membres de 1969 ne permet pas de distinguer les gratuités, sans doute réparties dans toutes les catégories.
Source : listes de membres, pour chacune des années mentionnées.

13. Chiffres mentionnés dans G. CARRIÈRE, « Les quarante ans… », p. 28.

Pour avoir une idée de la variation du membership, nous avons analysé les données de quatre listes, celles de 1969, 1979, 1995 et 2008, qui comptent respectivement 291, 270, 331 et 215 membres (tableau 1). En 1969, nous avons été frappé par le grand nombre de membres provenant du Canada français hors Québec. Il y en a 54 en tout, soit 19 % des membres ; 33 de ceux-là étaient en Ontario, dont 16 à Ottawa. De 1969 à 1979, le nombre de membres ne varie guère, mais il y a certains déplacements. Le nombre de prêtres chute de 59 à 27 (plus de la moitié). Entre 1979 et 1995, on assiste à une grosse augmentation : de 270 à 331 membres. Les communautés religieuses, surtout féminines, y sont pour beaucoup : leurs 149 membres représentent 45 % de l'ensemble. Par contre, les bibliothèques de collèges ont beaucoup baissé, passant de 17 à 6.

En 2008, il y a une baisse importante, puisque le membership se situe à 215 (moins 35 % par rapport à 1995). Certains secteurs se maintiennent très bien, notamment les gratuités (!), mais aussi le clergé (évêques et prêtres, réduits maintenant à 18 ; par contre, les évêchés ont baissé de 17 à 5). Les professeurs d'université se maintiennent aussi bien, passant de 28 à 24 (sans compter les prêtres), soit le tiers des « laïcs ». Ce qui a baissé le plus, ce sont les religieux et les religieuses. De 149 en 1995, leur nombre est ramené à 80 en 2008, soit une diminution de près de la moitié (46 %).

Pour 2008, la répartition géographique des membres est assez bien équilibrée. La section française compte 162 abonnés au Québec, soit les trois-quarts ; 38 dans le reste du Canada, répartis dans cinq provinces, dont la majorité à Ottawa ; 6 aux États-Unis et 9 en Europe, ces 15 derniers étant surtout des gratuités bibliographiques. La section anglaise de la Société (CCHA) publie régulièrement des statistiques de ses membres dans son *Bulletin*. Celui de l'automne 2007 cite un chiffre global de 235 membres (dont 24 font également partie de la section française) ; celui du printemps 2007 fournit une répartition géographique des 284 membres. Les 250 membres canadiens sont bien répartis dans tout le pays : 132 en Ontario, 54 dans l'Ouest, 42 dans les Maritimes et 22 au Québec. Vingt-neuf sont des États-Unis et 4 d'autres pays. Il faut garder à l'esprit que les membres de chacune des deux sections reçoivent le volume qui comprend à la fois *Études d'histoire religieuse* et *Historical Studies*. On peut donc dire que la revue compte en 2007 un total de 425 abonnés.

Avons-nous raison de penser cependant que, pour la section française, le membership s'est profondément modifié depuis une quinzaine d'années ? Jusqu'aux années 1980, la Société tentait d'attirer à ses activités le public universitaire et le grand public : elle se voulait une société à la fois savante et populaire, « dont le but, comme le proclamaient les Statuts reproduits en page-titre de la revue, est de susciter l'intérêt pour l'histoire de l'Église ». Depuis lors, il nous semble que les congrès regroupent surtout des scientifiques et

qu'on ne fait plus guère appel au grand public. C'est comme si le public de la Société s'était en quelque sorte sécularisé lui aussi…

2.2 La nature de la Société et ses relations avec la section anglaise

Ainsi, on pourrait dire que la section française de la Société est devenue un groupe non-confessionnel, regroupant des scientifiques principalement universitaires. Elle a pratiquement perdu son caractère de société populaire tentant de diffuser l'histoire religieuse dans le grand public. On ne tient plus de congrès dans des villes autres qu'universitaires. On y attire certes des étudiants, mais surtout des étudiants qui viennent y présenter leurs travaux et ne sont guère intéressés à devenir membres. D'où les difficultés de recrutement.

La Société garde un grand fonds de membres catholiques, qui la quitteraient peut-être s'ils connaissaient sa tendance non-confessionnelle (je pense au clergé et aux communautés religieuses, qui représentent actuellement environ 53 % du membership). La section anglaise a un caractère beaucoup plus confessionnel, auquel elle est tenue presque par définition. Dans son cas, le mot *Catholic* conserve toute son intensité, puisque d'autres sociétés savantes d'histoire religieuse existent autour d'elle, ce qui n'est pas le cas pour la SCHEC. De fait, nous ne croyons pas nous tromper en affirmant qu'il n'existe pratiquement plus de liens entres les deux sections, anglaise et française, sinon des liens de courtoisie et de coopération tissés lors des réunions annuelles rendues nécessaires par l'incorporation des Éditions Historio Ecclesiæ Catholicæ Canadensis en 1978. Les mentalités des deux sections paraissent passablement différentes.

2.3 La raréfaction des spécialistes d'histoire religieuse dans les universités

La force de la Société, depuis cinquante ans, a beaucoup reposé sur les spécialistes en histoire religieuse des diverses universités du Québec et du Canada français. Nommons ici les principaux (les noms marqués d'un astérisque sont ceux des personnes ayant occupé des responsabilités à la SCHEC) :

Université Saint-Paul :	Pierre Hurtubise*, Claude Champagne*, Paul-André Turcotte
Université d'Ottawa :	Robert Choquette*, Jean-Claude Dubé*, Pierre Savard, E.-Martin Meunier
Université Laval :	Philippe Sylvain, Claude Galarneau, Nive Voisine*, Brigitte Caulier*, Raymond Brodeur*, Jean Simard*, Gilles Routhier, Frédéric Laugrand, Paul-André Dubois*

Université de Montréal :	Lucien Campeau, Lucien Lemieux*, Gilles Chaussé*, Dominique Deslandres*, Ollivier Hubert*
Université de Sherbrooke :	Andrée Désilets*, Guy Laperrière*, Christine Hudon*, Louise Bienvenue
UQAM :	Louis Rousseau*, Dominique Marquis*
UQTR :	René Hardy*, Serge Gagnon*, Jean Roy*, Lucia Ferretti*
Université Sainte-Anne :	Gérald C. Boudreau
Université Concordia :	Jean-Philippe Warren*

La liste ne se prétend pas complète – nous avons tout de même ratissé large –, mais elle donne un bon gros noyau de 33 noms. Sans offenser personne, on peut dire qu'à peine 7 de ces universitaires peuvent encore être classés dans la catégorie « jeunes » (nés après 1963) et que 19 d'entre eux sont décédés, à la retraite ou sur le point de la prendre. Cela ne laisse pas beaucoup d'ouvriers pour prendre la relève et, à une ou deux exceptions près, on ne voit pas bien qui pourrait bientôt être engagé dans cette spécialité dans l'une ou l'autre université.

2.4 L'histoire religieuse remise en cause comme discipline

Peut-on aller jusqu'à dire que l'histoire religieuse serait remise en cause comme discipline ou comme pratique ? En voici quelques indices. Certains des meilleurs spécialistes en histoire religieuse seraient-ils attirés ces dernières années par d'autres champs de spécialisation ? Ainsi l'équipe Christine Hudon – Ollivier Hubert – Louise Bienvenue, qui s'intéresse à l'éducation (les collèges classiques), réfléchit beaucoup plus à des problématiques de pouvoir ou de genre qu'à des questions de nature proprement religieuse ; à Trois-Rivières, Lucia Ferretti travaille surtout sur des questions d'assistance, dans une ligne qui la rapproche de Jean-Marie Fecteau ou de Janice Harvey.

Prenons à témoin les congrès des années 2000. Ils ont souvent recruté des spécialistes d'autres sciences humaines, d'autres disciplines, en leur faisant jeter un coup d'œil sur l'aspect religieux de leur activité principale qui, elle, ne l'est pas. On a ainsi mis à profit :

* en 2001 : les médias (Pierre Pagé, Renée Legris, et des spécialistes du cinéma)
* en 2002 : l'assistance (François Guérard, Yvan Rousseau, Sylvie Ménard)
* en 2003 : la démographie historique (Danielle Gauvreau, Diane Gervais)

* en 2004 : l'éducation (Monique Lebrun, Thérèse Hamel)

* sans oublier des spécialistes de la littérature et de la censure (Pierre Hébert, Marie-Pier Luneau)

On a ainsi réussi à ouvrir la Société sur bien d'autres réalités, mais ces participants d'horizons divers, s'ils viennent bien volontiers à ces rencontres, ne deviennent pas pour autant des membres actifs de la Société, bien pris qu'ils sont par leurs propres sociétés disciplinaires.

Nous avons effectué à cet effet un petit test dans la revue des cinq dernières années (2003-2007) en posant la question suivante : combien d'auteurs d'articles publiés durant ces années sont membres de la Société en 2008 ? Sur 27 articles relevés, 9 de leurs auteurs sont membres de la Société, soit le tiers. Cela dit une partie de l'histoire…

Ajoutons à cela que d'autres disciplines sont aussi apparues au fil du temps, notamment l'histoire intellectuelle, qui se manifeste par la revue *Mens,* publiée depuis l'an 2000. Cette petite revue semestrielle publie chaque année au moins un article qui intéresse l'histoire religieuse, qu'on pense notamment à tous les débats autour de Lionel Groulx.

2.5 *Études d'histoire religieuse* parmi les publications d'histoire religieuse

Pour terminer, nous avons voulu faire une enquête sur la place que tient la revue *Études d'histoire religieuse* dans l'ensemble des publications qui, au Québec et au Canada français, publient des articles en histoire religieuse. L'opération n'est pas aisée d'un point de vue méthodologique, mais voici comment nous avons procédé. Nous tenons depuis plusieurs années une bibliographie, classée par année et où les publications en histoire religieuse sont réparties en trois catégories : livres, ouvrages collectifs, revues[14]. Laissons ici les livres de côté, et cherchons à voir où les spécialistes publient leurs articles d'histoire religieuse. C'est soit dans des revues, soit dans des collectifs (actes de colloque, par exemple). Nous avons fixé un seuil minimum, soit les contributions d'une quinzaine de pages et plus (en pratique, nous avons le plus souvent retenu 14 pages comme minimum). L'opération

14. Commencée en 1996, cette bibliographie a pris la suite de « La Feuille Bleue » que nous avons publiée pour la Société de 1981 à 1990, suivie de deux rubriques bibliographiques publiées dans le *Bulletin de liaison* de 1992 à 1996. Nous tenons cette bibliographie à la disposition de toute personne intéressée : il suffit de nous la demander à Guy.Laperriere@USherbrooke.ca.

a été pratiquée sur dix ans, de 1997 à 2006. Au total, cela nous a donné 80 contributions à des collectifs et 220 articles de revues[15].

Tableau 2 – Nombre d'articles d'histoire religieuse sur le Québec et le Canada français publiés dans des revues, 1997-2006

*** plus de 15 articles (2 revues, 46 articles, 21 % du total)**	**Nombre**
SCHEC, *Études d'histoire religieuse*	30
Revue d'histoire de l'Amérique française	16
* de 9 à 11 articles (5 revues, 50 articles, 23 % du total)	
Les Cahiers des Dix	11
Canadian Historical Review	11
Histoire sociale/Social History	10
CCHA Historical Studies	9
*Mens (*depuis 2000*)*	9
* de 5 à 7 articles (8 revues, 45 articles, 20 % du total)	
Cahiers d'histoire (Université de Montréal)	7
Recherches amérindiennes au Québec	6
Studies in Religion / Sciences religieuses	6
*Société***	6
Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation	5
Études Inuit Studies	5
Journal of the Canadian Historical Society / Revue de la Société historique du Canada	5
Journal of Eastern Townships Studies / Revue d'études des Cantons de l'Est	5
* de 2 à 4 articles (17 revues, 40 articles, 18 % du total)	
Church History	4
3 articles : 4 revues	
2 articles 12 revues	
* 1 article (39 revues, 18 % du total)	
TOTAL : **220 articles**	

Source : G. Laperrière, « Bibliographie des ouvrages et des articles ayant trait à l'histoire religieuse du Québec et du Canada français, 1992-2008 », 17 septembre 2008.

** Les six articles de la revue *Société* constituent un cas unique : il s'agit du numéro 20/21 de cette revue intitulé « Le chaînon manquant » (été 1999, 450 p.), dont le dernier article, « L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille », de J.-Ph. Warren et E.-M. Meunier, qui fait plus de 100 pages, a par la suite été publié en volume (*Sortir de la « Grande noirceur »*, Septentrion, 2002, 210 p.).

15. Les contributions à des collectifs sont largement sous-évaluées, car nous n'avons pas dépouillé les collectifs portant sur un seul objet (v.g. les colloques sur Marie de l'Incarnation). Ces 80 contributions à des collectifs, qui représentent 27 % de l'ensemble, sont un minimum : on peut être assuré qu'au moins le tiers des communications ou articles sont publiés dans des ouvrages collectifs.

Examinons les 220 articles de revue (tableau 2). Ce qui frappe de prime abord, c'est le nombre incroyable de revues dans lesquelles sont publiés des articles intéressant l'histoire religieuse. Évidemment, nous avons ratissé large, mais malgré tout, chaque année quatre à six nouveaux titres de revues s'ajoutent, pour un total, sur les dix ans analysés, de 71 revues. Comme on peut s'y attendre, dans 39 cas (18 % des articles, mais plus de la moitié des revues), ces revues ne comportent qu'un seul article en histoire religieuse du Québec ou du Canada français (quelques exemples : *Revue canadienne de science politique*, *Annales d'histoire de l'art canadien*, *Archives de sciences sociales des religions*, *Théologiques*). De ces 71 revues, 24 sont du Québec, 23 du Canada, 12 des États-Unis, 8 de France et 4 d'autres pays d'Europe.

Nous avons voulu pousser l'analyse plus loin et avons cherché à savoir si les chercheurs publiaient leurs meilleurs articles d'histoire religieuse dans *Études d'histoire religieuse* ou les envoyaient plutôt à d'autres revues. Pour ce faire, pour chacune des dix années étudiées, nous avons choisi trois articles retenus comme étant les « meilleurs » de l'année, choix personnel, il va sans dire. Cela nous a donné, au total, 30 articles, soit 10 % de l'ensemble des 300 articles.

Trois fois, les articles choisis se trouvaient dans des ouvrages collectifs. Les 27 autres titres se répartissent entre 16 revues, dont 12 ne sont mentionnées qu'une fois. Il reste donc quatre revues où se trouvent plus d'un titre :

Revue d'histoire de l'Amérique française	5	(sur 16, rang 2)
Canadian Historical Review	4	(sur 11, rang 3)
Études d'histoire religieuse	4	(sur 30, rang 1)
Les Cahiers des Dix	2	(sur 11, rang 3)

Ces quatre revues rassemblent donc la moitié (15) des articles retenus. On constate qu'elles sont aussi celles qui publient le plus d'articles en histoire religieuse. Certes, *Études d'histoire religieuse* tient bien sa place, mais on voit aussi que les chercheurs ont tendance à envoyer leurs meilleurs articles aux deux grandes revues nationales, la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et la *Canadian Historical Review*. Répétons-le : cette dernière analyse repose sur des données éminemment subjectives.

2.6 La SCHEC, lieu de sociabilité

Les réflexions ci-dessus ont été présentées au 75e congrès de la SCHEC, le 26 septembre 2008, à l'université Laval. Elles ont suscité un échange animé et plusieurs interventions ont complété la communication de manière

fort opportune. Nous avons cru utile de présenter ici certains de ces propos. Plusieurs membres ont insisté sur le lieu de sociabilité que constitue la Société. Janice Harvey la voit comme le seul lieu scientifique où l'on sait que les questions discutées sont exclusivement religieuses. Louis Rousseau souligne qu'au delà de la revue et des textes, l'aspect de communauté de chercheurs que représentent les rencontres est précieux : il favorise les échanges et les contacts entre spécialistes qui partagent un même langage. Nouveau chercheur en histoire religieuse du Québec, Rick van Lier explique qu'il a pu, en devenant membre de la Société, entrer rapidement en contact avec les chercheurs de ce domaine.

Jean-Philippe Warren insiste lui aussi sur cet aspect, et soulève l'hypothèse d'une désaffection pour les sociétés professionnelles qu'il a relevée lors d'une enquête en 1995 sur la sociologie[16]. Est-ce l'effet de l'Internet, qui permet des communications rapides entre chercheurs, ou d'une autre forme de sociabilité académique qui amènerait les chercheurs à travailler en réseaux plutôt qu'au sein d'associations professionnelles ? Pour sa part, Ollivier Hubert attribue à la revue un rôle de générateur d'articles. Il plaide pour que la revue soit mise le plus rapidement possible sur Internet, dans une plateforme de niveau universitaire ; autrement elle risque d'être ignorée par les auteurs et les lecteurs. Ce devrait être pour lui LA priorité de la Société.

* * *

Que conclure de tout cela ? La SCHEC est certes une société active et vivante : ses congrès, sa revue, ses séminaires, son bulletin, son site Internet, son conseil d'administration en attestent. Elle œuvre dans un contexte où la sécularisation de la société progresse sans cesse, à une cadence que je qualifierais d'accélérée. Dans quelle direction va-t-elle s'orienter ? C'est ce que l'avenir nous dira.

16. J.-Ph. WARREN, « Sociologizing Alone ? Is Anglo-Canadian Sociology Really Facing a Crisis ? », *Canadian Journal of Sociology*, 31 (2006), p. 91-105. Le classique de Robert D. PUTNAM, *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community* (N.Y., Simon and Schuster, 2000) irait dans le même sens, élargissant le diagnostic à l'ensemble des associations.

ANNEXE

Liste des congrès de la SCHEC, 1984-2009[17]

51. 1984 Longueuil
52. 1985 Nicolet
53. 1986 Montréal
54. 1987 Joliette
55. 1988 Chicoutimi
56. 1989 Québec
57. 1990 Trois-Rivières
58. 1991 La Pocatière
59. 1992 Montréal
60. 1993 Ottawa
61. 1994 Rimouski
62. 1995 Saint-Boniface
63. 1996 Montréal
64. 1997 Ottawa
65. 1998 Nicolet
66. 1999 Sherbrooke
67. 2000 Québec
68. 2001 Montréal
69. 2002 Trois-Rivières
70. 2003 Saint-Hyacinthe
71. 2004 Québec
72. 2005 Montréal
73. 2006 Sherbrooke
74. 2007 Trois-Rivières
75. 2008 Québec
76. 2009 Montréal

17. On trouvera la liste des congrès tenus de 1934 à 1983 dans SCHEC, *Sessions d'étude*, 50 (1983), p. 693-694.